

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE LOIRE

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code monétaire
et financier au capital de 56 118 500,00 Euros
Siège social : 8, allée Samuel Paty 18000 BOURGES
398 824 714 R.C.S BOURGES

A. — Comptes individuels au 31/12/2023

Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole Centre Loire
En date du 05 février 2024 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 21 mars 2024.

La Directrice Générale
Claire-Lise HURLOT

I. — Bilan au 31 décembre 2023.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Operations interbancaires et assimilées		407 911	293 672
Caisse, banques centrales		71 386	67 445
Effets publics et valeurs assimilées	5	198 194	125 695
Créances sur les établissements de crédit	3	138 331	100 532
Operations internes au Crédit agricole	3	2 355 053	2 417 082
Operations avec la clientèle	4	16 313 220	15 492 737
Operations sur titres		691 676	1 318 812
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	488 124	754 807
Actions et autres titres à revenu variable	5	203 552	564 005
Valeurs immobilisées		1 437 101	1 396 057
Participations et autres titres détenus à long terme	6	1 241 618	1 213 763
Parts dans les entreprises liées	6	92 687	92 949
Immobilisations incorporelles	7	1 484	1 474
Immobilisations corporelles	7	101 312	87 871
Capital souscrit non verse			
Actions propres			
Comptes de régularisation et actifs divers		245 347	199 484
Autres actifs	8	112 194	116 533
Comptes de régularisation	9	133 153	82 951
Total actif		21 450 308	21 117 844

Passif	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Operations interbancaires et assimilées		223 809	380 886
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	223 809	380 886
Operations internes au Crédit agricole	10	10 692 367	10 839 731
Comptes créditeurs de la clientèle	11	7 235 103	6 639 583
Dettes représentées par un titre	12	205 920	
Comptes de régularisation et passifs divers	13	407 975	624 151
Autres passifs	14	216 302	434 927
Comptes de régularisation	14	191 673	189 224
Provisions et dettes subordonnées		419 391	431 834
Provisions	14-15-17	153 375	159 972
Dettes subordonnées	17	266 016	271 862
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		144 011	144 011
Capitaux propres hors FRBG	18-19	2 121 732	2 057 648
Capital souscrit		56 119	56 119
Primes d'émission		201 754	201 754
Réserves		1 792 563	1 723 778
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		71 296	75 997
Total passif		21 450 308	21 117 844

Hors-bilan	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Engagements donnés		1 957 001	2 081 027
Engagements de financement	24	1 543 800	1 668 587
Engagements de garantie	25	411 649	411 684
Engagements sur titres	26	1 552	756
Engagements reçus		6 093 915	5 565 656
Engagements de financement	24	16 499	17 735
Engagements de garantie	25	6 075 864	5 547 165
Engagements sur titres	26	1 552	756

Les opérations de change Hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en note 21 et 22.

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2023.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts et produits assimilés	27	480 402	306 784
Intérêts et charges assimilées	27	-375 080	-147 320
Revenus des titres à revenu variable	28	58 139	51 797
Commissions (produits)	29	223 434	207 919
Commissions (charges)	29	-40 476	-42 548
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	30	891	1 414
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	31	8 980	-5 657
Autres produits d'exploitation bancaire	32	11 378	7 056
Autres charges d'exploitation bancaire	32	-2 027	-2 882
Produit net bancaire		365 641	376 563
Charges générales d'exploitation	33	-252 486	-247 618
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-11 008	-10 729
Résultat brut d'exploitation		102 147	118 216
Coût du risque	34	-23 019	-24 977
Résultat d'exploitation		79 128	93 239
Résultat net sur actifs immobilisés	35	3 724	166
Résultat courant avant impôt		82 852	93 405
Résultat exceptionnel	36		
Impôts sur les bénéfices	37	-11 556	-13 801
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées			-3 607
Résultat net de l'exercice		71 296	75 997

III. — Annexes aux comptes sociaux.

Note 1. — Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice.

1.1. Cadre juridique et financier. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire, 91 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Son siège social est situé au 8, Allée Samuel Patty, 18920 Bourges Cedex 9. Son n° d'immatriculation est 398 824 714 RCS Bourges. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est également une société en courtage d'assurances.

Au 31 décembre 2023, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 59,69 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 40,31 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.2. Relations internes au Crédit Agricole.

Mécanismes financiers internes. — L'appartenance de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

— Comptes ordinaires des Caisses régionales : Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

— Comptes d'épargne à régime spécial : Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

— Comptes et avances à terme : Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

— Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales : Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne "Prêts et créances sur les établissements de crédit" ou "Dettes envers les établissements de crédit" (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

— Opérations en devises : Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

— Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A. : Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

— Mécanisme TLTRO III : Crédit Agricole S.A. a souscrit à des emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire se finance auprès de Crédit Agricole S.A. et bénéficie ainsi de ces bonifications.

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire. — Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2017/821 du 20 mai 2017 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien

financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 ^[1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette ^[2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.3. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2023.

Risque de crédit. — Le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

^[1] Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

^[2] Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

Dans le contexte macro-économique global avec la hausse des taux et la guerre Ukraine-Russie, le Groupe a aussi revu ses prévisions macro-économiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

— Impacts liés aux opérations militaires en Ukraine : La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est exposée au risque pays, c'est-à-dire au risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales d'un pays dans lequel elle exerce ses activités, affectent ses intérêts financiers. Un changement significatif de l'environnement politique ou macroéconomique pourrait la contraindre à enregistrer des charges additionnelles ou à subir des pertes plus importantes que les montants déjà inscrits dans ses états financiers.

L'exposition de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire au risque pays sur l'Ukraine et la Russie est non significative au 31 décembre 2023.

FCT Crédit Agricole Habitat.

Au cours de l'exercice 2023, sont intervenus les démontages des « FCT Crédit Agricole Habitat 2018 » et « FCT Crédit Agricole Habitat 2019 ». Le démantèlement de ces RMBS, émis en France par le Groupe et nés d'opérations de titrisation réalisées par les Caisses régionales, s'est traduit par une cession de crédits à l'habitat originés par les Caisses régionales aux FCT pour un montant de :

- 1,150 milliards d'euros concernant le « FCT Crédit Agricole Habitat 2018 ». Le débouclage du FCT a donné lieu au rachat des crédits par les Caisses régionales le 20 avril 2023 et au remboursement des titres le 27 avril 2023, soit un montant de 29 millions d'euros pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire ;
- 15 milliards d'euros concernant le « FCT Crédit Agricole Habitat 2019 ». Le débouclage du FCT a donné lieu au rachat des crédits par les Caisses régionales le 19 octobre 2023 et au remboursement des titres le 25 octobre 2023, soit un montant de 326 millions d'euros pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

1.4. Evénements postérieurs à l'exercice 2023. — Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2023 n'est intervenu entre la date de clôture et le 5 février 2024, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.

Note 2. – Principes et méthodes comptables.

Les états financiers de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements / recommandations	Date de 1ère application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2022-04 modifiant le règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif	01/01/2023
Règlement ANC N° 2023-01 modifiant le règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif	01/01/2023
Règlement ANC N° 2023-02 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2020-01 du 9 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés	01/01/2023
Règlement ANC N° 2023-04 du 8 novembre 2023 modifiant le règlement ANC N° 2015-11 du 26 novembre 2015 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance	01/01/2023
Règlement ANC N° 2023-07 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement n° 2019-03 relatif aux comptes annuels des organismes paritaires de la formation professionnelle et de France Compétence	01/01/2023
Règlement ANC N° 2023-08 du 22 novembre 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	01/01/2023

2.1. Créances et engagements par signature. — Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle. La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

Créances saines. — Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées ; elles demeurent dans leur poste d'origine.

— Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés : La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

— La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou "ECL" : L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

— Gouvernance et mesure des ECL : La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (*"Loss Given Default"* ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (« *Forward Looking* ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire applique des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

— Dégradation significative du risque de crédit : La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

— Critère relatif : Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en stage 2, si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

A titre d'exemple, le seuil multiplicatif sur les crédits immobiliers résidentiels français varie en fonction du portefeuille entre 1,5 et 2,5. Celui sur les crédits à la grande clientèle (hors banque d'investissement) varient entre 2 et 2,6.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bp. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

— Critère absolu :

- Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en stage 2.
- Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en stage 2
- L'instrument financier est classé en stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteur ou indicateur de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;

- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses. — Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

– Créances douteuses non compromises : Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

– Créances douteuses compromises : Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

— Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux : Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Traitement comptable des dépréciations : Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

Passage en perte. — L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Créances restructurées. — Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration. Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ou des difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

2.2. Portefeuille Titres. — Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

Titres de transaction. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire ne détient pas de titres classés dans cette catégorie au 31/12/2023.

Titres de placement. — Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

— Obligations et autres titres à revenu fixe : Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

— Actions et autres titres à revenu variable : Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement. — Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

Titres de l'activité de portefeuille. — Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés », de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme.

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

À la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché. — Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,

- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Pensions livrées. — Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

Reclassement de titres. — Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a pas opéré, en 2023, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

2.3. Immobilisations. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Le mali technique de fusion est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire, suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	25 à 40 ans
Second œuvre	8 à 12 ans
Installations techniques	5 à 8 ans
Agencements	8 ans
Matériel informatique	1 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	4 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Mobilier	8 à 12 ans

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées aux Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

2.6. Provisions. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

2.7. Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.). — Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire dispose d'un FRBG de 144 011 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

2.8. Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels. — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture. — Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultats symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché.

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés. — Conformément au règlement ANC 2014-07, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - *Credit Valuation Adjustment*).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

2.9. Opérations en devises. — A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

2.10. Engagements hors-bilan. — Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

2.11. Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement. — La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. L'intéressement est couvert par l'accord du 29 juin 2022.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

2.12. Avantages au personnel postérieurs à l'emploi.

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies.

— La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel
- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2023, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- Majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Plans de retraite – régimes à cotisations définies. — Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

2.13. Souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise.

Souscriptions d'actions dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise. — Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, avec une décote maximum de 30 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de 5 ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

2.14. Charges et produits exceptionnels. — Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

2.15. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale). — D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023							31/12/2022
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit :								
Comptes et prêts :								
A vue	17 094				17 094	63	17 157	23 029
A terme (1)	650			49 081	49 731	51	49 782	75 918
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée			68 626		68 626	1 176	69 802	
Prêts subordonnés				1 580	1 580	10	1 590	1 585
Total	17 744		68 626	50 661	137 031	1 300	138 331	100 532
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							138 331	100 532
Opérations internes au Crédit Agricole :								
Comptes ordinaires	860 271				860 271	21	860 292	1 051 460
Comptes et avances à terme	32 482	6 123	1 428 831	20 097	1 487 533	7 228	1 494 761	1 365 622
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	892 753	6 123	1 428 831	20 097	2 347 804	7 249	2 355 053	2 417 082
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							2 355 053	2 417 082
Total							2 493 384	2 517 614
<i>(1) La créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan.</i>								

Commentaires :

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 1 590 milliers d'euros.

Les créances sur les établissements de crédit ne sont pas éligibles au refinancement de la banque centrale.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4. – Opérations avec la clientèle.

Au 31 décembre 2023, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, le montant des encours de prêts garantis par l'Etat (PGE) accordés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire s'élève à 220 928 milliers d'euros contre 312 577 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

4.1. Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023							31/12/2022
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	3 219	927			4 146		4 146	5 336
Autres concours à la clientèle	760 466	1 504 914	5 364 691	8 769 405	16 399 476	47 781	16 447 257	15 613 151
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	37 750				37 750	206	37 956	37 077
Dépréciations							-176 139	-162 827
Valeur nette au bilan							16 313 220	15 492 737

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 17 894 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 2 152 203 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2023 contre 5 272 213 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 54 196 milliers au 31 décembre 2023 d'euros contre 57 151 milliers d'euros au 31 décembre 2022. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

4.2. Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
France (y compris DOM-TOM)	16 368 365	15 548 739
Autres pays de l'U.E.	30 787	25 341
Autres pays d'Europe	12 086	13 519
Amérique du Nord	13 688	11 919
Amérique Centrale et du Sud	1 486	1 671
Afrique et Moyen-Orient	6 845	7 045
Asie et Océanie (hors Japon)	8 115	8 769
Japon		1
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	16 441 372	15 617 004
Créances rattachées	47 987	38 560
Dépréciations	-176 139	-162 827
Valeur nette au bilan	16 313 220	15 492 737

4.3. Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					31/12/2022				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DOM-TOM)	16 415 733	326 778	136 311	-175 231	-97 750	15 587 053	290 965	127 330	-162 074	-98 286
Autres pays de l'U.E.	31 346	721	717	-718	-714	25 549	723	722	-720	-720
Autres pays d'Europe	12 111	455	21	-188	-16	13 535	29	18	-27	-18
Amérique du Nord	13 710	1		-1		11 927	2		-2	
Amérique Centrale et du Sud	1 487					1 672				
Afrique et Moyen-Orient	6 850					7 051	100		-4	
Asie et Océanie (hors Japon)	8 122	1		-1		8 776				
Japon						1				
Non ventilés et organismes internationaux										
Total	16 489 359	327 956	137 049	-176 139	-98 480	15 655 564	291 819	128 070	-162 827	-99 024

4.4. Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					31/12/2022				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	8 956 748	116 237	41 227	-57 705	-27 672	8 387 943	105 892	41 453	-55 569	-28 870
Agriculteurs	1 731 989	36 598	23 211	-25 245	-19 499	1 639 121	38 052	23 790	-25 736	-20 732
Autres professionnels	1 574 111	62 209	31 887	-36 493	-21 021	1 560 948	52 572	30 387	-31 599	-21 972
Clientèle financière	589 233	22 794	7 626	-17 666	-7 224	573 743	12 591	7 139	-9 949	-6 757
Entreprises	2 646 268	78 315	26 897	-33 408	-19 626	2 477 149	71 379	24 901	-34 898	-20 294
Collectivités publiques	915 407	10 792	5 499	-4 897	-3 011	944 504	10 432		-4 423	
Autres agents économiques	75 603	1 011	702	-725	-427	72 156	901	400	-653	-399
Total	16 489 359	327 956	137 049	-176 139	-98 480	15 655 564	291 819	128 070	-162 827	-99 024

Note 5. – Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					31/12/2022
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :				197 553	197 553	125 430
<i>Dont surcote restant à amortir</i>				1 733	1 733	241
<i>Dont décote restant à amortir</i>				-15 278	-15 278	-2 911
Créances rattachées				641	641	265
Dépréciations						
Valeur nette au bilan				198 194	198 194	125 695
Obligations et autres titres à revenu fixe (1):						
Emis par organismes publics				166 675	166 675	135 055
Autres émetteurs		20 373		299 870	320 243	620 824
<i>Dont surcote restant à amortir</i>				2 132	2 132	2 466
<i>Dont décote restant à amortir</i>		-27		-15 188	-15 215	-5 299
Créances rattachées		361		2 922	3 283	2 156
Dépréciations		-2 077			-2 077	-3 228
Valeur nette au bilan		18 657		469 467	488 124	754 807
Actions et autres titres à revenu variable		201 712	7 734		209 446	571 887
Créances rattachées						
Dépréciations		-5 700	-194		-5 894	-7 882
Valeur nette au bilan		196 012	7 540		203 552	564 005
Total		214 669	7 540	667 661	889 870	1 444 507
Valeurs estimatives		224 341	7 539	638 353	870 233	1 390 452
<i>(1) Dont 8 300 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2023 et 64 120 milliers d'euros au 31 décembre 2022.</i>						

Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 10 033 milliers d'euros au 31 décembre 2023, contre 9 547 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 8 070 milliers d'euros au 31 décembre 2023, contre 1 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à -33 815 milliers d'euros au 31 décembre 2023, contre -61 182 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

5.1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Administration et banques centrales (y compris Etats)	118 764	105 427
Etablissements de crédit	155 116	109 797
Clientèle financière	221 831	922 867
Collectivités locales	47 910	29 628
Entreprises, assurances et autres clientèles	152 743	160 047
Divers et non ventilés		
Total en principal	696 364	1 327 766
Créances rattachées	3 283	2 156
Dépréciations	-7 971	-11 110
Valeur nette au bilan	691 676	1 318 812

5.2. Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023				31/12/2022			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	486 918	197 553	209 446	893 917	755 879	125 430	571 887	1 453 196
<i>Dont titres cotés</i>	<i>478 218</i>	<i>197 553</i>		<i>674 309</i>	<i>406 304</i>	<i>125 430</i>		<i>531 734</i>
<i>Dont titres non cotés (1)</i>	<i>8 700</i>		<i>209 446</i>	<i>219 608</i>	<i>349 575</i>		<i>571 887</i>	<i>921 462</i>
Créances rattachées	3 283	641		3 924	2 156	265		2 421
Dépréciations	-2 077		-5 894	-7 971	-3 228		-7 882	-11 110
Valeur nette au bilan	488 124	198 194	203 552	889 870	754 807	125 695	564 005	1 444 507

(1) La répartition des parts d'OPCVM est la suivante :

- OPCVM français 200 999 milliers d'euros (dont OPCVM français de capitalisation 110 106 milliers d'euros)
- OPCVM étrangers 2 553 milliers d'euros (dont OPCVM étrangers de capitalisation 1 052 milliers d'euros)

Les OPCVM figurent à l'actif du bilan pour 203 552 d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2023 s'élève à 213 585 d'euros.

Les OPCVM sous contrôle exclusif figurent à l'actif du bilan pour 69 968 milliers d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2023 s'élève à 73 280 milliers d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPCVM par nature est la suivante au 31 décembre 2023 :

(En milliers d'Euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPCVM monétaires	7 733	7 539
OPCVM obligataires	29 197	30 410
OPCVM actions		
OPCVM autres	166 622	175 636
Total	203 552	213 585

5.3. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023							31/12/2022
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur brute	21 982	37 001	184 288	243 647	486 918	3 283	490 201	758 035
Dépréciations							-2 077	-3 228
Valeur nette au bilan	21 982	37 001	184 288	243 647	486 918	3 283	488 124	754 807
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur brute		1 057	135 097	61 399	197 553	641	198 194	125 695
Dépréciations								
Valeur nette au bilan		1 057	135 097	61 399	197 553	641	198 194	125 695

Note 6. – Titres de participation et de filiales.

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2023.

INFORMATIONS FINANCIERES	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus - Brutes	Valeurs comptables des titres détenus - Nettes	Près et avances consentis par la société et non encore remboursés	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la société astreinte à la publication									
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit :									
Participations dans des établissements de crédit :									
SAS RUE LA BOETIE	19 131 487		2,87%	624 373	624 373		0	1 804 296	44 970
Autres parts dans les entreprises liées :									
CENTRE LOIRE SERVICES	5 000		100,00%	9 149	9 149		810	518	0
CENTRE LOIRE EXPANSION	23 500		100,00%	23 500	23 500		0	3 978	0
CENTRE LOIRE INVESTISSEMENT	35 000		100,00%	35 000	35 000		1 883	409	0
CENTRE LOIRE PROMOTION	19 822		100,00%	25 500	18 478		115	-738	0
MY LOIRE VALLEY	189		100,00%	530	92		427	-43	0
VILLAGE BY CA NEVERS	40		87,13%	35	35		1	5	0
CACL ENERGIES RENOUVELABLES	5 000		100,00%	5 000	4 957		0	-1	0
B3 VILLAGE BY CA VIERZON	39		33,29%	13	13		0	0	0
AVANCE MY LOIRE VALLEY 2023	0			150	150				
AVANCE CENTRE LOIRE PROMOTION	0			1 314	1 314				
Autres titres de participations :									
CARCIE	3 000		36,00%	1 080	1 080		1 113	274	0
CARVEST	300		5,00%	21	21		4 792	955	45
SEM VIERZON	1 259		2,49%	19	19		1 039	66	0
SEMDO	4 595		2,41%	84	84		25 114	383	0
SAFER BOURG	3 358		3,38%	42	42		9 589	46	0
SAFER CENTRE	947		10,63%	96	96		16 503	880	0
TERRE DE BOURGOGNE	177		3,51%	5	5		1 827	211	4
CENTRE CAPITAL DEVELOPPEMENT	11 467		5,05%	401	401		0	309	14
SAEM LOIRE	336		3,00%	10	10		154	127	0
SEPAL	457		23,33%	42	42		77	-158	0
SEPAC	105		12,77%	1	1		446	-11	0
SIRCA	7		2,04%	0	0		178 513	1 269	0
SACAM PARTICIPATIONS	65 782		2,77%	2 005	2 005		203	2 868	0
FIRECA	69 334		2,62%	2 653	1 502		0	-3 323	0
SACAM ASSURANCE CAUTION	34 073		2,54%	981	981		0	3 521	85
SAS MIROMESNIL	38		2,85%	1	1		0	1	0
SAS SEGUR	38		2,85%	1	1		0	1	0
SCI CAM	14 563		2,92%	424	424		3 382	717	0
SACAM AVENIR	277 623		2,46%	9 439	6 821		0	-74	0
FIRECA EXPERIMENTATION	15 242		1,25%	802	662		0	-956	0
SACAM DEVELOPPEMENT	725 471		3,16%	23 059	23 059		0	6 499	1 192
SACAM INTERNATIONAL	469 221		3,12%	28 115	18 950		0	13 581	394
CRÉDIT AGRICOLE TITRE	31 234		2,12%	624	624		158 711	1 605	0
CA PAYMENTS & SERVICES	15 106		1,42%	695	695		13 129	1 637	0
SAS CAPS (ex CTCAM)	15 106		2,91%	1 812	1 265		13 129	1 637	0
C2MS	53 053		1,30%	690	690		0	2 962	32
SACAM IMMOBILIER	181 357		2,69%	4 895	4 895		0	4 012	103
SAS DELTA	79 550		2,80%	2 229	2 229		0	-30	0
CRÉDIT AGRICOLE CAPITAL PME	70 000		7,51%	4 953	4 953		0	11 465	818
CRÉDIT AGRICOLE CAPITAL PME 2	100 000		6,00%	6 000	5 976		0	-1 981	0
SACAM MUTUALISATION	18 556 677		2,60%	482 411	482 411		0	264 112	6 826
CA CHEQUES	3 360		2,38%	80	80		25 070	0	0
GRANDS CRUS INVESTISSEMENTS	62 291		2,35%	2 000	2 000		0	-2 213	0
ORLÉANS SPECTACLES	40		2,40%	14	14		761	48	0
CRÉDIT AGRICOLE INNOVATIONS ET TERRITOIRES	37 356		2,33%	872	872		0	1 959	0
CRÉDIT AGRICOLE TECHNOLOGIES ET SERVICES	6		2,56%	0	0		992 090	1 078	35
CRÉDIT AGRICOLE LOGEMENT ET TERRITOIRE	8 600		6,40%	550	550		0	-22	0
COFILMO	4 824		2,22%	188	188		16 034	-836	0
EDOKIAL	38 417		1,30%	1 168	1 168		37 347	412	0
GIE CREDIT AGRICOLE E-IMMO	6		2,53%	51	51		13 430	0	0
FPCI DEVELOPPEMENT FILIERE BOIS	0		4,07%	1 000	960		0	0	0
AVANCE LA BOETIE 10 2023	0		0,00%	28 483	28 483		0	0	0
AVANCE SACAM DEVELOPPEMENT 29 07 2003	0		0,00%	7 124	7 124		0	0	0
AVANCE SACAM DEVELOPPEMENT 26 01 2009	0		0,00%	3 660	3 660		0	0	0
AVANCE IFCAM	0		0,00%	113	113		0	0	0
SACAM NEOPRO	45 169		2,48%	1 119	1 118		0	-9	0
CRÉDIT AGRICOLE RÉGIONS DETTES PRIVÉES	5 000		8,00%	400	400		0	0	0
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de la société astreinte à la publication									
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit :									
Participations dans des établissements de crédit :									
Autres parts dans les entreprises liées :									
Autres titres de participations :									
CRÉDIT AGRICOLE REGIONS DEVELOPPEMENT	27 840		0,58%	1 598	1 598		0	45 275	0
HABELLIS	86 328		0,02%	9	9		104 020	5 388	0
IDEB	1 995		0,89%	9	9		1 995	-150	0
SAS FI VENTURE	126 699		0,13%	113	113		126 699	-1 822	0
FONDS DE GARANTIE DES DEPOSANTS	0		0,00%	8 359	8 359		0	0	0
TOTAL				1 355 062	1 333 873	0	1 748 404	2 170 134	54 518

Valeur estimative des titres de participation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023		31/12/2022	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	98 726	113 262	93 714	103 911
Titres cotés				
Avances consolidables	1 464	1 464	6 190	6 190
Créances rattachées			118	118
Dépréciations	-7 503		-7 073	
Valeur nette au bilan	92 687	114 726	92 949	110 219
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	1 203 544	1 815 874	1 172 139	1 711 542
Titres cotés				
Avances consolidables	39 380	39 380	48 280	48 280
Créances rattachées	433	433	171	171
Dépréciations	-13 646		-17 501	
Sous-total titres de participation	1 229 711	1 855 687	1 203 089	1 759 993
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	11 947	12 690	10 714	11 356
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-40		-40	
Sous-total autres titres détenus à long terme	11 907	12 690	10 674	11 356
Valeur nette au bilan	1 241 618	1 868 377	1 213 763	1 771 349
Total des titres de participation	1 334 305	1 983 103	1 306 712	1 881 568

(En milliers d'Euros)	31/12/2023		31/12/2022	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	1 314 217		1 276 567	
Titres cotés				
Total	1 314 217		1 276 567	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7. – Variation de l'actif immobilisé.

— Immobilisations financières :

(En milliers d'Euros)	01/01/2023	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2023
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	93 714	5 012			98 726
Avances consolidables	6 190	276	-5 002		1 464
Créances rattachées	118		-118		
Dépréciations	-7 073	-430			-7 503
Valeur nette au bilan	92 949	4 858	-5 120		92 687
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes	1 172 139	34 550	-3 145		1 203 544
Avances consolidables	48 280	28 483	-37 383		39 380
Créances rattachées	171	433	-171		433
Dépréciations	-17 501	-442	4 297		-13 646
Sous-total titres de participation	1 203 089	63 024	-36 402		1 229 711
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	10 714	1 233			11 947
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-40				-40
Sous-total autres titres détenus à long terme	10 674	1 233			11 907
Valeur nette au bilan	1 213 763	64 257	-36 402		1 241 618
Total	1 306 712	69 115	-41 522		1 334 305

— Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	01/01/2023	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2023
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	308 419	41 202	-20 231		329 390
Amortissements et dépréciations	-220 548	-11 018	3 488		-228 078
Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	87 871	30 184	-16 743		101 312
Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	8 398				8 398
Amortissements et dépréciations	-6 924	-20	30		-6 914
Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	1 474	-20	30		1 484
Total	89 345	30 164	-16 713		102 796

Note 8. – Comptes de régularisation et actifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Autres actifs (1)		
Instruments conditionnels achetés	293	421
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers (2)	111 879	116 070
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	22	42
Valeur nette au bilan	112 194	116 533
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	34 184	15 608
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	2 893	2 926
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers	705	866
Charges constatées d'avance	1 082	373
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	13 304	2 559
Autres produits à recevoir	79 387	58 872
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	1 598	1 747
Valeur nette au bilan	133 153	82 951
Total	245 347	199 484
(1) Les montants incluent les créances rattachées.		
(2) Dont 4 434 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2023 versée contre 3 450 milliers d'euros au 31 décembre 2022.		

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2023, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 984 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 2 536 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (note 33 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique.

Note 9. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif.

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2023	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2023
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	162 827	64 702	-50 052	-1 338		176 139
Sur opérations sur titres	11 110	2 853	-5 992			7 971
Sur valeurs immobilisées	25 385	893	-4 328			21 950
Sur autres actifs	382	126	-417			91
Total	199 704	68 574	-60 789	-1 338		206 151

Note 10. – Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023							31/12/2022
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachée s	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
A vue	99 632				99 632	298	99 930	84 612
A terme	2 500			51 170	53 670	505	54 175	79 606
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée			68 626		68 626	1 078	69 704	216 668
Valeur au bilan	102 132		68 626	51 170	221 928	1 881	223 809	380 886
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	10 084				10 084	470	10 554	11 788
Comptes et avances à terme	1 164 885	1 938 014	5 050 083	2 499 655	10 652 637	29 176	10 681 813	10 827 943
Titres donnés en pension livrée								
Valeur au bilan	1 174 969	1 938 014	5 050 083	2 499 655	10 662 721	29 646	10 692 367	10 839 731
Total	1 277 101	1 938 014	5 118 709	2 550 825	10 884 649	31 527	10 916 176	11 220 617

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale.

Note 11. – Comptes créditeurs de la clientèle.

11.1. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023							31/12/2022
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	4 938 042				4 938 042	414	4 938 456	5 693 034
Comptes d'épargne à régime spécial :	102 089				102 089		102 089	90 829
A vue	102 089				102 089		102 089	90 829
A terme								
Autres dettes envers la clientèle :	547 487	565 501	1 016 056	39 735	2 168 779	25 779	2 194 558	855 720
A vue	5 720				5 720	119	5 839	6 244
A terme	541 767	565 501	1 016 056	39 735	2 163 059	25 660	2 188 719	849 476
Valeurs données en pension livrée								
Valeur au bilan	5 587 618	565 501	1 016 056	39 735	7 208 910	26 193	7 235 103	6 639 583

11.2. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Particuliers	3 333 469	2 911 975
Agriculteurs	630 590	620 531
Autres professionnels	431 042	378 122
Clientèle financière	455 858	405 127
Entreprises	2 086 479	2 098 974
Collectivités publiques	7 017	7 205
Autres agents économiques	264 455	214 787
Total en principal	7 208 910	6 636 721
Dettes rattachées	26 193	2 862
Valeur au bilan	7 235 103	6 639 583

Note 12. – Dettes représentées par un titre.

12.1. Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023							31/12/2022
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables	60 000	144 000			204 000	1 920	205 920	
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
Valeur nette au bilan	60 000	144 000			204 000	1 920	205 920	

Note 13. – Comptes de régularisation et passifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Autres passifs (1)		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	293	422
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers (2)	186 835	405 550
Versements restant à effectuer sur titres	29 174	28 955
Valeur au bilan	216 302	434 927
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	19 972	36 487
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	2 890	2 937
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	797	723
Produits constatés d'avance	55 599	51 824
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	10 027	3 797
Autres charges à payer	65 149	69 198
Autres comptes de régularisation	37 239	24 258
Valeur au bilan	191 673	189 224
Total	407 975	624 151

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.
(2) Dont 77 920 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie matif dans le cadre du programme EMIR.

Note 14. – Provisions.

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2023
Provisions pour engagements de retraite et assimilés						
Provisions pour autres engagements sociaux	1 091	152	-92	-19		1 132
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	31 281	43 955		-54 801		20 435
Provisions pour litiges fiscaux (1)	1	12				13
Provisions pour autres litiges	4 983	442	-480	-1 248		3 697
Provisions pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit (2)	100 355	269 463		-258 724		111 094
Provisions pour restructurations						
Provisions pour impôts	104					104
Provisions sur participations						
Provisions pour risques opérationnels (3)	3 923	699	-68	-1 290		3 264
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (4)	12 298	138		-6 735		5 701
Autres provisions	5 936	5 762	-2 803	-960		7 935
Valeur au bilan	159 972	320 623	-3 443	-323 777		153 375

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.
(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.
(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.
(4) Cf note 15 ci-après.

Litige image chèque : LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que 10 autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie. En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'Échange Image Chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (Annulation d'Opérations Compensées à Tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision. Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros. LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT. L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet. L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012. La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC – Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi. La Cour d'Appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros. Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation. Par une décision du 29 janvier 2020, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 au motif que la Cour d'appel n'avait pas caractérisé l'existence de restrictions de concurrence par objet et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris autrement composée.

La Cour d'appel de Paris a rendu un arrêt le 2 décembre 2021 reformant la quasi-intégralité de la décision de l'Autorité de la Concurrence de 2010, condamnant cette dernière aux dépens et ouvrant droit au remboursement des sommes versées par les banques en application de la décision reformée assorties des intérêts au taux légal à compter du 2 décembre 2021.

Le 31 décembre 2021, l'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 2 décembre 2021.

Du fait du caractère exécutoire de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, un produit de 1 155 milliers d'euros a été constaté. Néanmoins, compte tenu du pourvoi formé en cassation, une provision du même montant a été constatée dans les comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire au 31 décembre 2021. Les dépôts des mémoires des deux parties ont été effectués sur l'année 2022.

Le 28 juin 2023, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi de l'Autorité, clôturant ainsi la procédure.

Dans ce contexte, la provision comptabilisée au 31 décembre 2021 a été reprise dans les comptes du 31 décembre 2023.

Note 15. – Epargne logement.

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	135 556	168 441
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	230 932	1 524 130
Ancienneté de plus de 10 ans	2 030 084	1 084 239
Total plans d'épargne-logement	2 396 572	2 776 968
Total comptes épargne-logement	365 299	337 482
Total encours collectes au titre des contrats épargne-logement	2 761 871	3 114 450

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

— Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Plans d'épargne-logement	2 749	450
Comptes épargne-logement	2 582	2 590
Total encours de crédit en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	5 331	3 040

— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	0	3 679
Ancienneté de plus de 10 ans	625	8 619
Total plans d'épargne-logement	625	12 298
Total comptes épargne-logement	0	0
Total provision au titre des contrats épargne-logement	625	12 298

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixés.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Jusqu'au T2 2022 seule la composante épargne était significative. Le niveau bas des taux d'intérêt rendait le volet épargne du PEL attractif (principalement sur les générations anciennes dont le taux était supérieur à 2%). La brusque montée des taux a conduit le Groupe à geler la provision sur le niveau du 30 juin 2022.

Constatant que la situation s'est stabilisée au cours du second semestre 2023 avec une hiérarchie des taux entre produits clientèles de nouveau cohérente, le Groupe a mis à jour les paramètres du modèle de provision Epargne Logement. Avec le nouveau contexte de taux, la composante épargne est fortement réduite et la composante engagement représente désormais 90% de la provision.

Le calcul de la provision sur la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2.5%, 2%, 1.5% et 1% : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0.1% du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 7% pour les Caisses régionales. Une hausse de 0.1% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 13% pour les Caisses régionales.

La reprise de la provision épargne logement au 31 décembre 2023 est liée à l'actualisation des paramètres de calcul et notamment à la baisse de la marge collecte.

Note 16. – Engagements sociaux : avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies.

Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi désignent les accords formalisés ou non formalisés en vertu desquels une entreprise verse des avantages postérieurs à l'emploi à un ou plusieurs membres de son personnel.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entreprise verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

D'autre part, la recommandation 2013-02, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03, reprend les dispositions de la norme IAS 19 relative aux avantages du personnel, à l'exception de celles relatives aux avantages à court terme et à ceux payés sous forme d'instrument de capitaux propres.

— Variations de la dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dette actuarielle à l'ouverture	33 312	38 062
Coût des services rendus sur l'exercice	2 400	3 039
Coût financier	1 168	296
Cotisations employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)	-944	0
Variation de périmètre	-27	72
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations versées (obligatoire)	-2 160	-1 927
(Gains) / pertes actuariels	-629	-6 231
Autres mouvements	0	0
Dette actuarielle à la clôture	33 120	33 312
<i>(1) Au 31/12/2023, l'impact de la réforme des retraites est de 944 milliers d'euros (Cf. précisions en note 33 Charges générales d'exploitation).</i>		

— Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Coût des services rendus	2 400	3 039
Coût financier	1 168	296
Rendement attendu des actifs	-1 354	-318
Coût des services passés	-944	0
Amortissement des (Gains) / pertes actuariels net	-94	343
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	0	0
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	-556	-599
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	620	2 761

— Variations de juste valeur des actifs des régimes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture	37 211	35 768
Rendement attendu des actifs	1 354	318
Gains / (pertes) actuariels	-456	320
Cotisations payées par l'employeur	813	2 660
Cotisations payées par les employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	-27	73
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations payées par le fonds	-2 160	-1 927
Juste valeur des actifs / droits à remboursement à la clôture	36 734	37 211

— Composition des actifs des régimes

Les actifs des régimes sont constitués de police d'assurances éligibles :

- Prédica : pour les indemnités de fin de carrière, les engagements de retraite.
- Fomugei : pour les engagements de retraite des présidents de Caisse régionale.
- Adicam : Pour le régime de retraite supplémentaire et les indemnités de fin de carrière des cadres dirigeants.

— Variations de la provision :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dette actuarielle à la clôture	-33 120	-33 312
Impact de la limitation d'actifs	-267	-823
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	-3 088	-3 009
Juste valeur des actifs fin de période	36 734	37 211
Position nette (passif)/ actifs à la clôture	259	66

— Rendement des actifs des régimes :

Rendements des actifs de régime sur 2023		
Indemnités de fin de carrière	Retraite des présidents	Retraite des cadres dirigeants
3,77 %	2,17 %	3,77 %

Hypothèses actuarielles utilisées :

Taux d'actualisation sur 2023				
Indemnités de fin de carrière		Retraite des présidents	Retraite des cadres dirigeants	
Salariés	Dirigeants		Ancien Régime	Nouveau Régime
3,17 %	3,08 %	3,51%	3,08 %	3,17 %

Au 31 décembre 2023, les taux de sensibilité démontrent que :

– une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de :

- 5,42 % pour les indemnités de fin de carrière des salariés ;
- 0,6 % pour la retraite des présidents ;
- 2,2 % pour les indemnités de fin de carrière des cadres dirigeants ;
- 1,03 % pour la retraite des cadres dirigeants ancien régime ;
- 3,42 % pour la retraite des cadres dirigeants nouveau régime ;

– une variation de moins 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de :

- 5,90 % pour les indemnités de fin de carrière des salariés ;
- 0,6 % pour la retraite des présidents ;
- 2,29 % pour les indemnités de fin de carrière des cadres dirigeants ;
- 1,07 % pour la retraite des cadres dirigeants ancien régime ;
- 3,12 % pour la retraite des cadres dirigeants nouveau régime.

Note 17. – Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023							31/12/2022
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées à terme								
Euro								
Autres devises de l'Union Européenne								
Franc suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Titres et emprunts participatifs								
Autres emprunts subordonnés à terme								
Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)								
Euro								
Autres devises de l'Union Européenne								
Franc suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Placement des fonds propres des Caisses Locales		252 901	1 853	2 863	257 617	8 399	266 016	271 862
Dépôts de garantie à caractère mutuel								
Valeur au bilan		252 901	1 853	2 863	257 617	8 399	266 016	271 862
(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.								

Commentaires :

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 8 625 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 6 578 milliers d'euros au 31 décembre 2022. Les placements financiers des Caisses Locales auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire s'inscrivent dans le respect du dispositif de placement des Caisses Locales.

Les Titres Négociables à Moyen Terme (ex Bons à Moyen Terme Négociables subordonnés) ont été souscrits pour une durée de 5 ans.

Note 18. – Variation des capitaux propres (avant répartition)

— Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecarts conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2021	56 119	1 250 506	32 031	566 235			84 490	1 989 381
Dividendes versés au titre de N-2							-7 729	-7 729
Variation de capital(5)								
Variation des primes et réserves(5)								
Affectation du résultat social N-2		57 768		18 991			-76 759	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N-1							75 997	75 997
Autres variations								
Solde au 31/12/2022	56 119	1 308 274	32 031	585 226			75 999	2 057 649
Dividendes versés au titre de N-1							-7 212	-7 212
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		51 589		17 196			-68 785	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							71 296	71 296
Autres variations								
Solde au 31/12/2023	56 119	1 359 863	32 031	602 422			71 296	2 121 733

Résultat par action. — Une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Les capitaux propres de la Caisse régionale de Centre Loire sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions relatives au plafond de rémunération des parts sociales émises par les coopératives, promulguée le 9 décembre 2016 dans le cadre de la loi 2016-1691 sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique (dite loi « Sapin 2 »), la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne du TMO, sur les 3 dernières années civiles précédant la date de l'Assemblée Générale annuelle, majorée de 200 points de base.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, la communication du résultat par action est inappropriée.

Note 19. – Composition des capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Capitaux propres hors FRBG	2 121 732	2 057 648
Fonds pour risques bancaires généraux	144 011	144 011
Total des capitaux propres	2 265 743	2 201 659

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 266 016 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 271 862 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Note 20. – Transactions effectuées avec les parties liées.

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

Conformément aux règlements ANC n°2010-4 du 7 octobre 2010, il n'y a pas d'opérations au titre des parties liées qui soient conclues à des conditions anormales de marché.

Note 21. – Opérations de change, prêts et emprunts en devises.

— Contributions par devise au bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023		31/12/2022	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant				
- Devises				
- Euros				
Opérations de change à terme	20 993	20 964	18 496	18 475
- Devises	10 469	10 469	9 127	9 127
- Euros	10 524	10 495	9 369	9 348
Prêts et emprunts en devises				
Total	20 993	20 964	18 496	18 475

Note 22. – Operations sur instruments financiers a terme.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			31/12/2022
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
Opérations fermes	5 192 852	343 403	5 536 255	4 399 857
Opérations sur marchés organisés (1)				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré (1)	5 192 852	343 403	5 536 255	4 399 857
Swaps de taux d'intérêt	5 192 852	342 642	5 535 494	4 399 096
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		761	761	761
Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles		94 528	94 528	124 780
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Opérations de gré à gré		94 528	94 528	124 780
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés		43 654	43 654	54 833
Vendus		43 654	43 654	54 833
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		3 610	3 610	7 557
Vendus		3 610	3 610	7 557
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Dérivés de crédit				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
Total	5 192 852	437 931	5 630 783	4 524 637
(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).				

22.1. Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2023			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	7 220			7 220					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	618 244	1 753 147	3 164 103	618 244	1 753 147	3 164 103			
Caps, floors, collars	29 144	57 607	557	29 144	57 607	557			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		761			761				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	654 608	1 811 515	3 164 660	654 608	1 811 515	3 164 660			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	38 615	3 341		38 615	3 341				
Sous total	38 615	3 341		38 615	3 341				
Total	693 223	1 814 856	3 164 660	693 223	1 814 856	3 164 660			

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2022			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	15 114			15 114					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	356 889	1 592 616	2 449 591	356 889	1 592 616	2 449 591			
Caps, floors, collars	6 864	102 802		6 864	102 802				
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		761			761				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	378 867	1 696 179	2 449 591	378 867	1 696 179	2 449 591			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	34 501	2 471		34 501	2 471				
Sous total	34 501	2 471		34 501	2 471				
Total	413 368	1 698 650	2 449 591	413 368	1 698 650	2 449 591			

22.2. Instruments financiers à terme : juste valeur :

(En milliers d'Euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2023	Juste Valeur Négative au 31/12/2023	Encours Notionnel au 31/12/2023	Juste Valeur Positive au 31/12/2022	Juste Valeur Négative au 31/12/2022	Encours Notionnel au 31/12/2022
Futures						
Options de change	52	52	7 220	183	183	15 114
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						
F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	199 846	107 928	5 535 494	342 953	68 516	4 399 096
Caps, floors, collars	813	813	87 308	223	96	109 666
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices	117		761	134		761
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
Sous total	200 828	108 793	5 630 783	343 493	68 795	4 524 637
Swaps de devises						
Opérations de change à terme	193	163	41 956	357	336	36 972
Sous total	193	163	41 956	357	336	36 972
Total	201 021	108 956	5 672 739	343 850	69 131	4 561 609

22.3. Information sur les Swaps :

— Ventilation des swaps de taux d'intérêt :

(En milliers d'Euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Portefeuille de transaction
Swaps de taux	342 642	389 920	4 802 932	
Contrats assimilés (1)				
(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-1 du règlement ANC 2014-07.				

Note 23. – Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

L'évaluation du risque de contrepartie attaché aux Instruments Financiers à Terme utilisés par l'établissement mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats peut être résumée de la façon suivante :

(En milliers d'Euros)	Etablissements financiers de l'OCDE	Groupe Crédit Agricole	Autres contreparties
Opérations sur instruments de taux d'intérêt		5 407 827	214 975
Opérations sur instruments de taux de change		3 610	3 610
Opérations sur autres instruments			761

Note 24. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.

(En milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Engagements donnés		
Engagements de financement	1 543 800	1 668 587
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	1 543 800	1 668 587
Engagements de garantie	411 649	411 684
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	14 422	15 445
Engagements d'ordre de la clientèle	397 227	396 239
Engagements sur titres	1 552	756
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	1 552	756
Engagements reçus		
Engagements de financement	16 499	17 735
Engagements reçus d'établissements de crédit	16 499	17 735
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	6 075 864	5 547 165
Engagements reçus d'établissements de crédit	921 235	919 255
Engagements reçus de la clientèle	5 154 629	4 627 910
Engagements sur titres	1 552	756
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	1 552	756

Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie à la suite de la crise sanitaire liée à la COVID-19, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français (PGE). Au 31 décembre 2023, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 175 141 milliers d'euros contre 242 461 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Note 25. – Actifs donnés et reçus en garantie.

Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2023, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a apporté 6 242 638 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 6 664 812 milliers d'euros en 2022. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, Crédit Agricole Centre Loire a apporté :

- 2 136 841 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 5 254 045 milliers d'euros en 2022 ;
- 176 842 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 176 704 milliers d'euros en 2022 ;
- 3 928 955 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 1 234 064 milliers d'euros en 2022.

Le 23 mars 2022, le conseil des gouverneurs de la Banque Centrale européenne a décidé de lever progressivement les mesures temporaires d'assouplissement des garanties de politique monétaire introduites en réponse à la pandémie de Covid-19.

Dans ce contexte, la Banque de France a mis fin, à compter du 30 juin 2023, à l'éligibilité des prêts immobiliers résidentiels dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière et modifier en conséquence la décision du Gouverneur 2022-04 du 30 juin 2022.

En conséquence, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire ne postera plus 3 011 607 milliers d'euros de créance immobilière auprès de la Banque de France.

En complément le Groupe Crédit Agricole a décidé d'émettre un programme d'obligations sécurisées (Coverd Bonds FH SFH) par les créances habitats libérées pour un montant global de 92 Mds€. Ce programme a été souscrit par Crédit Agricole SA afin de constituer des réserves éligibles au programme de refinancement de la Banque Centrale Européenne.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire apporte en garantie des émissions de la FH SFH 2 625 730 milliers d'euros de créance immobilière.

Note 26. – Engagements donnés aux entreprises liées.

La lettre de garantie donnée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire à Crédit Agricole SA s'élève à 2 050 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Note 27. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Sur opérations avec les établissements de crédit	6 811	4 147
Sur opérations internes au Crédit Agricole	85 694	29 909
Sur opérations avec la clientèle	333 465	265 491
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	10 518	6 519
Produit net sur opérations de macro-couverture	43 912	
Sur dettes représentées par un titre		699
Autres intérêts et produits assimilés	2	19
Intérêts et produits assimilés	480 402	306 784
Sur opérations avec les établissements de crédit	-23 292	-4 345
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-289 687	-116 574
Sur opérations avec la clientèle	-56 513	-14 558
Charge nette sur opérations de macro-couverture		-11 843
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Sur dettes représentées par un titre	-5 588	
Autres intérêts et charges assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-375 080	-147 320
Total produits nets d'intérêts et revenus assimilés (1)	105 322	159 464
<i>(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2023 est de 8 625 milliers d'euros, contre 6 578 milliers d'euros au 31 décembre 2022.</i>		

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 28. – Revenus des titres à revenus variables.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	55 656	49 730
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	2 483	2 067
Opérations diverses sur titres		
Total des revenus des titres à revenus variables	58 139	51 797

Note 29. – Produit net des commissions.

(En milliers d'euros)	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 383	-77	1 306	1 006	-71	935
Sur opérations internes au crédit agricole	31 170	-25 943	5 227	21 382	-29 619	-8 237
Sur opérations avec la clientèle	42 387	-396	41 991	42 623	-435	42 188
Sur opérations sur titres		-13	-13			
Sur opérations de change	156	-1	155	171		171
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	250	-53	197	244	-28	216
Sur prestations de services financiers (1)	147 911	-13 393	134 518	142 368	-12 272	130 096
Provision pour risques sur commissions	177	-600	-423	125	-123	2
Total produit net des commissions	223 434	-40 476	182 958	207 919	-42 548	165 371
<i>(1) Dont prestations assurance-vie : 28 415 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 27 451 milliers d'euros au 31 décembre 2022.</i>						

Note 30. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	641	864
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	250	550
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	891	1 414

Note 31. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations	-2 659	-8 553
Reprises de dépréciations	5 992	387
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	3 333	-8 166
Plus-values de cession réalisées	7 910	2 660
Moins-values de cession réalisées	-2 069	-151
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	5 841	2 509
Solde des opérations sur titres de placement	9 174	-5 657
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux dépréciations	-194	
Reprises de dépréciations		
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	-194	
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
Solde des plus et moins-values de cession réalisées		
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille	-194	
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	8 980	-5 657

Note 32. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Produits divers	10 186	6 480
Quote-part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges	17	139
Reprises provisions	1 175	437
Autres produits d'exploitation bancaire	11 378	7 056
Charges diverses	-1 951	-1 037
Quote-part des opérations faites en commun	-76	-1 473
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions		-372
Autres charges d'exploitation bancaire	-2 027	-2 882
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	9 351	4 174

Note 33. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Frais de personnel		
Salaires et traitements	-95 752	-91 568
Charges sociales	-44 110	-43 170
- Dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-10 896	-10 122
Intéressement et participation	-9 825	-10 260
Impôts et taxes sur rémunérations	-14 437	-13 263
Total des charges de personnel	-164 124	-158 261
Refacturation et transferts de charges de personnel	9 886	8 229
Frais de personnel nets	-154 238	-150 032
Frais administratifs		
Impôts et taxes	-3 405	-4 298
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1)	-97 495	-95 382
Total des charges administratives	-100 900	-99 680
Refacturation et transferts de charges administratives	2 652	2 094
Frais administratifs nets	-98 248	-97 586
Charges générales d'exploitation	-252 486	-247 618
<p>(1) Dont 3 547 milliers d'euros au titre du fonds de résolution unique au titre de l'exercice 2023</p> <p>La réforme des retraites en France adoptée à travers la Loi 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 (publiée au Journal Officiel du 15 avril 2023) et les décrets d'application 2023-435 et 2023-436 du 3 juin 2023 (publiés au Journal Officiel du 4 juin 2023) ont été pris en compte dans les états financiers annuel 2023. L'impact de cette réforme est considéré comme une modification de régime et est comptabilisé en coût des services passés, en charges générales d'exploitation.</p> <p>Au 31/12/2023, l'impact de cette réforme est de 944 milliers d'euros.</p>		

Effectif moyen

Effectif par catégorie

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité) :

Catégories de personnel	31/12/2023	31/12/2022
Cadres	615	589
Non cadres	1 218	1 206
Total de l'effectif moyen	1 833	1 795
Dont : - France	1 833	1 795
- Etranger	0	
Dont : Personnel mis à disposition		

Le montant des indemnités administrateurs et salaires bruts versés aux administrateurs de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire et aux mandataires sociaux au 31 décembre 2023 est de 1 096 388 €.

Le montant des avances et crédits accordés aux administrateurs de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire et aux mandataires sociaux s'élève au 31 décembre 2023 à 4 846 878 €.

Note 34. – Cout du risque.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dotations aux provisions et dépréciations	-377 113	-364 118
Dépréciations de créances douteuses	-62 404	-53 986
Autres provisions et dépréciations	-314 709	-310 132
Reprises de provisions et dépréciations	366 026	355 389
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	49 500	66 430
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	316 526	288 959
Variation des provisions et dépréciations	-11 087	-8 729
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-414	-763
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-11 861	-18 557
Décote sur prêts restructurés	-343	-331
Récupérations sur créances amorties	702	3 605
Autres pertes	-16	-202
Autres produits		
Cout du risque	-23 019	-24 977
<i>(1) Dont 2 974 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 1 338 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.</i> <i>(2) Dont 48 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif</i> <i>(3) Dont 164 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises</i> <i>(4) Dont 8 887 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.</i>		

Note 35. – Résultat net sur actifs immobilisés.

(En milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations	-873	-1 246
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-873	-1 246
Reprises de dépréciations	4 298	2 474
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	4 298	2 474
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	3 425	1 228
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	3 425	1 228
Plus-values de cessions réalisées	259	21
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	259	21
Moins-values de cessions réalisées		-1 119
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		-348
Pertes sur créances liées à des titres de participation		-771
Solde des plus et moins-values de cessions	259	-1 098
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	259	-1 098
Solde en perte ou en bénéfice	3 684	130
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Plus-values de cessions	270	71
Moins-values de cessions	-230	-35
Solde en perte ou en bénéfice	40	36
Résultat net sur actifs immobilisés	3 724	166

Note 36. – Charges et produits exceptionnels.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a pas comptabilisé de résultat exceptionnel en 2023.

Note 37. – Impôt sur les bénéfices.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Impôt courant	11 556	13 801
Impôt exceptionnel		
Impôts sur les bénéfices	11 556	13 801

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire fait partie, depuis l'exercice 2010, du groupe fiscal constitué par Crédit Agricole SA. Une convention régit les modalités de réaffectation des économies d'impôts réalisés.

La charge fiscale est de 11 556 milliers d'euros, après prise en compte de l'intégration fiscale (gain de 2 647 milliers d'euros).

Note 38. – Informations relatives aux résultats des activités bancaires.

Le secteur d'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est celui de la banque de proximité en France.

Banque de proximité en France – Caisses régionales

Ce pôle métier recouvre les 39 Caisses régionales et leurs filiales.

Les Caisses régionales représentent la banque des particuliers, des agriculteurs, des professionnels, des entreprises et des collectivités locales, à fort ancrage local.

Les Caisses régionales de Crédit Agricole commercialisent toute la gamme de produits et services bancaires et financiers : supports d'épargne (monétaires, obligataires, titres) ; placements d'assurance-vie ; distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, aux entreprises, aux professionnels et à l'agriculture ; offre de moyens de paiement ; services à la personne ; services parabancaires ; gestion de patrimoine. Les Caisses régionales distribuent également une gamme très large de produits d'assurance dommages et de prévoyance.

Note 39. – Evénements postérieurs à la clôture susceptibles de remettre en cause la continuité de l'exploitation.

Aucun événement intervenant entre la date de clôture et la date d'établissement des comptes ne remet en cause la continuité de l'exploitation, par leurs influences sur le patrimoine et la situation financière de l'établissement.

Note 40 – Affectation des résultats.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts aux parts sociales	1 217	872
Dividendes de CCA	5 912	6 340
Réserves légales	48 125	51 589
Autres réserves	16 042	17 196
Report à nouveau	0	0
Report à nouveau suite changement de méthode	0	0
Résultat	71 296	75 997

Note 41. – Publicité des honoraires de commissaires aux comptes.

Collège des Commissaires aux Comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire

(En milliers d'Euros hors taxes)	ORCOM	%	MAZARS	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (*)	89	100 %	89	79 %
Services autres que la certification des comptes	0	0 %	24	21 %
Total	89		113	
(*) Y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.				

Note 42. – Mise à disposition du rapport financier.

Le rapport Financier de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est à la disposition du public, sur le site internet de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire :

<https://www.credit-agricole.fr/ca-centreloire/particulier/informations/Rapport-Financier-Annuel.html>